

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 2 MAI 2018

SOMMAIRE

- 1) **Le menteur**
- 2) **L'honnête stratégie du père François**
- 3) **Enième plan banlieue ???**
- 4) **Comment faire taire une revendication...**
- 5) **500 pages pour...**



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Campagne Macron: les preuves du mensonge



lechefmagazine • S'abonner
Élysée - Présidence de la République fr...

lechefmagazine Une "scène" de gastronomie un peu particulière à l'Élysée aujourd'hui. Vive la cuisine et vive les chefs! #lechefmagazine #lechef #gastronomie #glevents #presidentdelarepublique #cocorico #france 🇫🇷

cedricb1978 Quels vins au menu ?
melivanilla Chef @jeromebanctel 🍷 🍷 🍷
ddovgi 🍷 🍷 🍷 🍷 🍷 🍷
r.dubesset Beni soit les chefs et f#@##



515 J'aime

27 SEPTEMBRE 2017

Connectez-vous pour aimer ou commenter.

Déjeuner des grands chefs à l'Élysée le 27 septembre 2017. Emmanuel Macron est assis à côté de son «ami» Olivier Ginon.

De nouveaux documents consultés par Mediapart viennent démentir les affirmations de l'Élysée et de GL Events. Deux autres candidats à la présidentielle – François Fillon et Benoît Hamon – n'ont pas bénéficié, pour des prestations équivalentes auprès de la même entreprise, des ristournes accordées au futur président de la République.

Date	Description	Quantité	Unité	Prix unit. HT	Total HT
Le samedi 4 février 2017					
1er étage					
20:00-00:00	Montage technique (HAUBERT- DE VICTOR - ODEON)	1	Salle	4 516,00	4 516,00
Le dimanche 5 février 2017					
1er étage					
08:00-14:00	Répétition (HAUBERT- DE VICTOR - ODEON) - démontage à suivre	1	Salle	12 904,00	12 904,00
Sous Total HT Location d'Espaces					
					17 420,00 €
Annexe Facture d'acompte n° 71005188					

Pour la soirée de campagne du 29 janvier, Benoît Hamon a loué quelques salles de la Mutualité au 3^e étage pour un total de 17 871 euros. Là encore, le candidat n'a pas eu droit à la moindre réduction. Par contre, sur cette facture, la colonne « remise » apparaît. Dans le volet « prestations » (total de 33 119,60 euros), le candidat socialiste a en effet bénéficié d'une micro-ristourne sur les « frais de service vin » de... 32,40 euros. Soit moins de 0,001 % du montant global.

Même situation pour François Fillon. Selon une facture dévoilée dimanche 29 avril par Europe 1, le chef de file de la droite n'a pas bénéficié de la moindre réduction pour sa location de la Mutualité à l'occasion de son meeting du 14 janvier 2017. Les frais de location dépassent pour lui les 44 000 euros et aucune colonne « remise » n'est mentionnée sur la facture.

De plus, comme nous l'avons déjà [indiqué](#), le candidat Les Républicains n'a pas non plus eu droit au moindre geste commercial quand il a loué des salles gérées par GL Events à Nice (Nice Acropolis) ou à Lyon (Eurexpo). Sur LCI, la porte-parole des Républicains Lydia Guirous a dénoncé « une concurrence déloyale. Il faut une enquête plus importante et que toute la lumière soit faite sur cette affaire ».

Ces éléments viennent aujourd'hui affaiblir la défense de GL Events et de l'équipe Macron. Devant la Commission nationale des comptes de campagne (CNCCFP) puis dans leurs réponses à Mediapart, la société d'événementiel et l'équipe du candidat ont expliqué que les ristournes effectuées pour l'organisation de meetings de la campagne présidentielle n'étaient rien d'autre qu'une pratique commerciale habituelle de l'entreprise.

Les promotions commerciales « sont normales et régulières dans une optique de fidélisation de la clientèle », avait écrit l'expert-comptable de la campagne, le 20 octobre, pour justifier auprès de la CNCCFP des rabais de GL Events et d'autres sociétés. Vendredi 27 avril, avant la publication de notre première enquête sur le sujet, Olivier Ginon nous a aussi assuré par écrit que les prestations « ont fait l'objet de facturations selon des critères communs à tous ». L'Élysée a aussi expliqué que ces tarifs de la campagne, négociés au niveau « du pôle événementiel d'En Marche! », sont le fruit d'une « approche agressive des négociations commerciales ».

Ce lundi, dans un [communiqué de presse](#), GL Events a subitement avancé une nouvelle explication pour justifier ses ristournes à la Mutualité : « Il s'agit ici d'une remise usuelle en période estivale à Paris par les gestionnaires de sites événementiels, dans un contexte de concurrence très forte et de faible activité

pendant la période d'été. » Pourtant, les soldes ont continué bien après la période estivale : plusieurs remises repérées par Mediapart pour de la location de matériel ont été réalisées à l'hiver 2016 et au printemps 2017.

La défense de GL Events interpelle aussi au regard de la législation. Les dons et avantages en nature des entreprises privées étant strictement interdits depuis la loi de 1995 relative au financement de la vie politique, la CNCCFP est [formelle](#) : pour éviter tout financement déguisé d'une campagne électorale par une entreprise, « les rabais consentis par les fournisseurs [généralement tolérés sous un seuil de 20 % – ndr] sont interdits lorsqu'ils n'entrent pas dans le cadre d'une pratique commerciale habituelle ». Les factures de François Fillon et Benoît Hamon viennent démontrer le contraire.

Date	Description	Quantité	Unité	Prix unit. HT	Total HT
Le samedi 11 juillet 2016					
Théâtre (parties)					10 137,00 €
Sous-total					10 137,00 €
Le samedi 12 juillet 2016					
Théâtre (parties)					18 103,00 €
Haubert					9 659,00 €
2ème étage					6 219,00 €
Location d'espaces - Sous-total :					44 118,00 €

Les ristournes de GL Events à l'égard d'Emmanuel Macron étaient-elles « habituelles » ? À la suite [des premières révélations de Mediapart](#) sur les cadeaux consentis à la campagne du président de la République par la société d'événementiel, son patron, Olivier Ginon, un proche du ministre de

L'une des prestations en cause porte sur la location de la Maison de la Mutualité, à Paris, dont GL Events a la concession. Emmanuel Macron a loué cet espace pour son meeting du mardi 12 juillet 2016, alors qu'il venait de lancer son mouvement et n'avait pas encore mis la main sur ces centaines de « grands donateurs » qui ont ensuite financé sa campagne.

Comme Mediapart l'a déjà raconté [vendredi](#), le candidat En Marche! a alors bénéficié d'importants rabais, jusqu'à 100 % pour la location de la salle la veille de l'événement. Selon nos calculs, ces remises ont permis de faire chuter la facture globale de 33 819,87 euros sur un total de 92 000 euros, comprenant locations et prestations (régie, sécurité, accueil...).

Sur le seul volet « location » de la facture, la décote est vertigineuse : – 28 972,75 euros, faisant atterrir les coûts à 25 710,25 euros.

Ce montant étonne d'autant plus qu'à l'inverse d'Emmanuel Macron, les deux autres candidats à avoir organisé des meetings à la Maison de la Mutualité n'ont pas obtenu de rabais.

Le candidat socialiste Benoît Hamon a pourtant organisé, coup sur coup, deux événements dans cet espace : un premier – de moindre ampleur – le soir de son élection à la primaire de la gauche, le dimanche 29 janvier, et un second à l'occasion de son investiture par le PS, une semaine plus tard, le dimanche 5 février. « Le parti a payé plein pot », confirme Benoît Hamon ([voir notre article Des réactions d'indignation dans la classe politique](#)).

Pour le meeting du 5 février, une prestation équivalente à celle d'Emmanuel Macron, le seul volet « location » de la facture du parti socialiste est chiffré à 43 523 euros, soit près de 20 000 euros de plus que le candidat En Marche!, sans aucune promotion. La mention « remise » ne figure même pas sur la facture du PS.



II) François Ruffin, derrière la politique-spectacle, un discours sur la classe ouvrière

[Thomas Deslogis](#)

Le député de la Somme multiplie les coups médiatiques. Souvent jugés comme de simples élans populistes, les considérer à l'aune de la pensée du philosophe Jacques Rancière leur donne une dimension nouvelle, plus profonde et surtout: plus utile.

Face à François Ruffin le 15 avril dernier, Carine Bécard n'y va pas de main morte. La chroniqueuse politique de France Inter [dresse un portrait acide](#) du député de la France Insoumise.



Elle lui reproche entre autres choses d'avoir « ostensiblement retiré [sa] chemise du pantalon » lors du vote pour la présidence de l'Assemblée l'année passée. « Est-ce qu'un député représente mieux les ouvriers quand il apparaît tout débraillé? Permettez moi d'en douter » rajoute la journaliste du service public. Quant aux actions

de l'élu, elles se limitent, pour Carine Bécard, «à exciter les colères et amplifier les déceptions.»

<https://youtu.be/t7hliEJrI6I>

Le meilleur exemple remonte à l'entre-deux tours de la dernière présidentielle et au fameux épisode de l'usine Whirpool d'Amiens: [Emmanuel Macron et Marine Le Pen s'y étaient indirectement affrontés à coups d'images, entourés de travailleurs](#). Surpris par la présence de la candidate d'extrême-droite en compagnie des ouvriers, le futur Président, alors enfermé dans une salle de réunion, s'était ensuite rattrapé en se fondant à son tour dans la foule pourtant hostile, au sein de laquelle il se retrouvera d'ailleurs face à un certain François Ruffin. Le documentaire *Les Coulisses d'une victoire*, diffusé par TF1 eu lendemain de l'élection, avait alors montré un genre d'instant rarement dévoilé au public: Emmanuel Macron, voyant Le Pen acclamée sur le parking de l'usine, réalisait alors ce que sa propre image renvoyait: celle d'un candidat arrivé en berline aux vitres teintées sans passer par la case discussion avec les ouvriers en lutte. «*On est des bourgeois*», résumait-il.

<https://youtu.be/KYetNXwi0zM>

Porter les couleurs

François Ruffin n'a pas le monopole de la communication populaire. Mais là où il se différencie justement des autres, c'est par un usage paradoxal de la mise en scène d'un soi qui semble toujours vouloir s'effacer. Dans une récente interview au magazine *Society*, Ruffin se décrit comme un «*député-reporter*» aux «*capacités d'abstraction limitées*», ce qui explique selon lui son besoin constant de ramener les notions de liberté ou d'égalité «*à des gens, à des visages, à des parcours*».

C'est ainsi qu'il troquera la tenue réglementaire de l'Assemblée nationale contre un maillot de l'équipe de football amateur de l'Olympique Aucourt pour soutenir [une proposition de loi sur la taxation des transferts afin de mieux financer ce foot là](#). Le député «*a beau avoir été raillé*, nous dit Arnaud Mercier, *il a réussi à ne pas se contenter de dire les choses, mais de littéralement porter leurs couleurs*».

https://youtu.be/OKcQ0ANN_o4

Autre exemple, sur le plateau d'*On n'est pas couché*. Alors qu'il s'agit d'évoquer la réforme de la SNCF, François Ruffin, décidément soucieux de ne pas se contenter de dire les choses, les fait dire à un cheminot. L'événement (puisque l'effacement volontairement d'un homme politique pour que puissent s'exprimer les premiers concernés est bel et bien un événement), considéré comme de la mauvaise politique-spectacle, fera grincer des dents. L'offensive radiophonique de Carine Bécard contre Ruffin aura d'ailleurs lieu le lendemain.

<https://youtu.be/gGL6NET6M14>

À force de ne s'exprimer que pour le peuple, dans la langue du peuple et d'aller jusqu'à laisser le peuple s'exprimer tout seul, François Ruffin a été marqué par ses adversaires politiques et autres commentateurs médiatiques du sceau du

populisme. Le député se revendique d'ailleurs d'un «*populisme de gauche*», bien que le terme se soit imposé dans le langage politique de manière péjorative, pour désigner «*tous ceux qui remettent en questions les élites gouvernementales*» selon le philosophe Jacques Rancière. Philosophe qui, lors d'un passage dans feu l'émission *Ce soir ou jamais* en 2011, dénonçait l'utilisation à toutes les sauces de ce terme «*dont la fonction est d'amalgamer*».

Le partage du sensible, ou la fin du silence

Et c'est justement dans la philosophie d'un des plus grands penseurs contemporains que se cache peut-être la clé de compréhension du sens des actions médiatiques de François Ruffin. Plus précisément dans ce que Rancière appelle «*le partage du sensible*» et qu'il décrit comme une «*dimension esthétique de la politique, qui est une structuration des données sensibles avant d'être une affaire de pouvoir et de lois*» Pour nous aider à comprendre ce qu'il entend par là, le philosophe [explique](#) qu'en étudiant l'histoire de l'émancipation ouvrière il s'est rendu compte que celle-ci n'avait «*jamais été une affaire de conscience d'une exploitation*» supposément ignorée jusqu'alors mais une volonté «*d'égalité immédiate*» en constituant «*un corps, une manière de vivre, de penser, de parler qui ne soit pas celle assignée à l'ouvrier*».

Quelle serait donc la manière de parler assignée aux ouvriers sur le plateau d'une émission où les célébrités font la queue, ou au sein de l'Assemblée nationale? Force est de constater que la réponse la plus adéquate serait tout simplement: le silence. Un mutisme forcé, assigné par l'absence, que François Ruffin semble, par petits coups, briser.

Dans son interview à *Society*, le député de la Somme affirme d'ailleurs que c'est «*stylistiquement*» qu'il veut «*faire entrer une parole populaire dans l'hémicycle*», et donne à son rôle d'élu une perspective «*spirituelle*» liée à «*la sensibilité*».

Sortir la chemise de son pantalon ou laisser la parole aux travailleurs dépasse donc largement la fonction spectaculaire de l'instant T. Il s'agit d'un partage du sensible. Il s'agit de faire exister politiquement une identité libre de toute assignation arbitraire.

Du personnage au scandale

Mais Arnaud Mercier rappelle que si on ne peut reprocher à l'élu «*de faire de la pure com*», une «*forme de piège*» demeure dans la logique même du jeu médiatique, un piège duquel, «*même avec la plus grande sincérité du monde*», on ne peut échapper. Celui de devenir un simple personnage à qui on demande de jouer son rôle, vidant peu à peu le propos de son fond. Un piège qui, par exemple, a enfermé quelqu'un comme Philippe Poutou dans un rôle, celui du quota ouvrier obligatoire tous les cinq ans et dont la sincérité et le naturel sont accueillis les bras grands ouverts puisque présentés/assignés comme caricaturaux. Comme un spectacle, au sens du divertissement.

À part disparaître, Arnaud Mercier ne voit qu'une échappatoire: casser son image. Devenir «*non catalogable*» Entreprise presque impossible, du fait même de l'étiquetage qui fait la politique, et que les simples gueulards ne réussissent jamais vraiment. Mais que François Ruffin pourrait bien effleurer s'il continue ce processus d'égalité immédiate et de refus d'une identité assignée.

Bref, François Ruffin ne serait qu'un Tartuffe de plus. Un populiste. Un communicant, un spécialiste de la politique-spectacle, adepte des coups médiatiques.

Exister en théâtrocratie

La multiplication des canaux de communication s'est rapidement accompagnée d'un usage abusif et parfois grossier de la part de la quasi totalité des représentants de la nation; l'accusation de mise en scène du message et du messager politique est aujourd'hui très commune. Et fondée, quoi que facile et souvent lapidaire. Drôle de reproche, en effet, si on accepte le principe du jeu politique, auquel une démocratie représentative telle que la nôtre ne peut échapper. Il n'y a pas de politique sans mise en scène. Les représentants sont là pour représenter. Ils sont les acteurs de ce que Platon appelait déjà la théâtrocratie.

Ce que l'on appelle avec mépris «*politique-spectacle*» constituerait donc au mieux un pléonasme, au pire une tautologie: les chercheurs en sciences politiques Paula Cossart et Emmanuel Taïeb le rappellent dans leur ouvrage [Spectacle politique et participation](#), «*le spectaculaire est une dimension inhérente à la politique*», le spectaculaire étant ici compris comme ce qui «*attire le regard en le surprenant, ce qui frappe les esprits*».

Le spectacle est donc un moyen d'exister pour les forces d'opposition, comme celle qu'incarne François Ruffin. Et le député de la Somme, aussi journaliste, «*connaît et maîtrise très bien les règles de la mise en scène des choses*» nous dit Arnaud Mercier, professeur de Sciences de l'information et de la communication à l'université Paris-2, qui voit en l'élu un excellent «*créateur de saynètes qui symbolisent son propos politique*».

Ruffin est d'ailleurs loin d'être le seul fournisseur de saynètes politiques. Récemment, en pleine Assemblée européenne, un député écologiste belge, Philippe Lamberts, a offert une corde à Emmanuel Macron, symbole de sa politique dites des «*premiers de cordée*».

<https://youtu.be/hyKeqAsLYrU>

On se souvient aussi de Jean-Luc Mélenchon, apportant pour 5 euros de courses alimentaires dans l'hémicycle national, [concrétisant ainsi la baisse des APL décidée par le gouvernement](#). Mais c'est en période électorale que la théâtralisation politique et ses fins apparaissent le plus clairement.

En inscrivant sa démarche sur un temps long et en apportant de nouveau une dimension esthétique et populaire à la lutte parlementaire, le député, en plus d'ouvrir des portes à une certaine conception de la représentation nationale, irriterait certainement de plus en plus ses opposants. Et ce serait tant mieux pour la démocratie, ce mot qui, comme le rappelle Jacques Rancière, «*a d'abord été une insulte: le gouvernement de la canaille, de la multitude, de ceux qui n'ont pas de titre à gouverner.*» Ce mot à qui «*il faut redonner sa puissance de scandale.*» Ce à quoi François Ruffin semble méthodiquement s'employer.



III) Alexis Corbière : «Les plans banlieue ont trop privilégié l'urbain à l'humain»

Par [Rachid Laïreche](#)



Après plusieurs jours de violence à Bagnole, ville de sa circonscription de Seine-Saint-Denis, le député La France insoumise demande des moyens supplémentaires.

Après plusieurs affrontements à Bagnole, le député de Seine-Saint-Denis tire la sonnette d'alarme et demande des moyens supplémentaires en banlieue. Il espère s'entretenir dans les prochains jours à ce sujet avec le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb. Quant au plan banlieue de Jean-Louis Borloo, Alexis Corbière considère qu'il ne changera pas la donne dans les quartiers populaires. Selon lui, l'Etat doit privilégier «*l'humain à l'urbain*».

Ces dernières semaines, de nombreux incidents se déroulent dans l'une des villes de votre circonscription, Bagnole : quelle en est l'origine ?

A Bagnole, c'est d'abord le trafic de stupéfiants qui est responsable des récentes violences : il semble que les organisateurs règlent des comptes entre eux à coups de revolver. C'est intolérable. Ici, cela fait des années que la drogue circule à grande échelle, à la vue de tous. On parle de plusieurs dizaines de milliers d'euros de chiffre

d'affaires par jour. Les cris de colère poussés par les habitants, les associations et les élus locaux depuis plus de dix ans, n'ont pas suffi à faire réagir le gouvernement. Face aux dimensions de ce business, les pouvoirs publics sont globalement impuissants. Cela pourrait d'ailleurs être l'occasion de relancer le débat sur la légalisation du cannabis pour sortir des pans de cette économie parallèle des mains de trafiquants et permettre à la police de se concentrer sur l'essentiel.

Sur le sujet, vous collaborez avec le maire PS de la ville, Tony Di Martino, et vous demandez ensemble des moyens supplémentaires : lesquels ?

L'urgence était d'apaiser les tensions et d'éviter un mort. Nous avons donc demandé au préfet de déployer des effectifs policiers supplémentaires, de jour comme de nuit, ce qu'il a fait. Tous les habitants ont d'ailleurs été soulagés lorsque ces unités sont arrivées sur place. Mais cette réponse immédiate ne sera pas suffisante sur le long terme. J'ai demandé que le groupe de sécurisation du territoire (GST), créé pour agir spécifiquement sur ce quartier, voit ses effectifs doubler. La douzaine de fonctionnaires actuellement mobilisés travaille dans des conditions difficiles et leur matériel n'est pas à la hauteur des besoins.

Vous avez écrit au ministre de l'Intérieur afin de le rencontrer en «urgence», vous avez eu des nouvelles ?

Vu l'ampleur du problème, il m'a semblé normal que le ministre de l'Intérieur s'empare du dossier. Mais visiblement, Gérard Collomb n'est pas du même avis. Je regrette qu'il soit si silencieux sur certains dossiers d'actualité comme ces violences urbaines, les chasses aux migrants organisées par les milices d'extrême droite dans les Alpes ou encore les menaces à l'encontre de plusieurs parlementaires. Le ministre est pourtant beaucoup plus réactif lorsqu'il s'agit de déployer 2 500 policiers à Notre-Dame-des-Landes, de réprimer les manifestations ou d'évacuer violemment les étudiants mobilisés dans les facs.

Beaucoup d'opposants, notamment à droite et au FN, reprochent à la gauche de se réveiller un peu trop tard en banlieue, ils parlent de laxisme, ou pire de «complicité»...

Ces critiques ne s'adressent pas à moi ni à La France insoumise. Après, bien sûr qu'il y a du laxisme et de la complicité... avec les inégalités ! Les quartiers populaires sont les principales victimes des politiques d'austérité qui détruisent les services publics. L'école est abandonnée, la police est surmenée, les associations sont délaissées, les bureaux de poste sont fermés, les budgets des communes sont asséchés, les centres sociaux et culturels sont sacrifiés, l'offre de soin est diminuée... Tout cela participe du grand désordre qui s'installe dans ces quartiers.

Quid du rapport que Jean-Louis Borloo vient de rendre au gouvernement au sujet des banlieues ?

Il donne à voir des chiffres et des faits sur lesquels nous alertons depuis de nombreuses années. Par exemple, les communes populaires disposent de 30% de capacité financière en moins alors qu'elles concentrent 30% de besoins en plus. Aujourd'hui, je viens d'apprendre que le plafond d'une école de Bagnole se serait en partie effondré, que la balustrade d'un balcon d'une résidence HLM de la ville est tombée dimanche du premier étage et enfin qu'une famille est actuellement coincée dans un ascenseur plus

souvent en panne qu'en état de fonctionnement. Voilà ce qu'est le quotidien dans un quartier délaissé de Bagnole. Pour autant, le gouvernement demande encore à la ville et au bailleur social de faire des économies. Comment peuvent-ils faire face ? Il n'y a pas de miracle. Les ordres de Macron provoquent du désordre dans la vie des gens.

Et sur le plan banlieue ?

Les plans banlieue ont trop privilégié l'urbain à l'humain et si certaines cités ont été rénovées, rien n'a été fait en termes économique et social. Pire, certaines populations ont même été délogées des quartiers rénovés qui ont fait place à du logement privé réservé aux classes aisées. La mixité sociale n'est toujours pas de mise et l'on ne cesse d'ajouter ici de la pauvreté à la pauvreté tandis que là, les ultrariches s'enferment plus que jamais dans l'entre-soi. Pour garantir l'efficacité d'un vrai plan banlieue, il faudrait d'abord la suppression des cadeaux faits aux riches, soit au moins 5 milliards d'euros pour les 1% les plus riches, qui sont autant de moyens en moins pour les autres. Emmanuel Macron privilégie les quartiers d'affaires aux quartiers populaires et le Borloo n'y changera malheureusement rien.

Vous êtes élu en banlieue depuis peu, on peut dire que vous êtes un nouveau banlieusard. Depuis votre élection, l'an dernier, votre regard a-t-il changé sur les quartiers et ses habitants ?

J'ai grandi dans le quartier populaire de la Devèze à Béziers, puis j'ai passé près de dix ans à Montreuil. Avant de m'installer à Bagnole, j'étais dans une résidence populaire située à la périphérie de Paris, le long du périph'. Je n'ai donc jamais habité dans les beaux quartiers. Il existe des différences très fortes entre certains quartiers, au sein même de ma circonscription. Les deux préoccupations majeures des gens sont l'emploi et l'éducation. Mais, contrairement aux caricatures faites par ceux qui n'y mettent jamais les pieds ou qui n'en voient que les bouffées de violences ou de tensions, je suis frappé par le caractère fraternel et les expériences de solidarités qui empreignent globalement les villes et les quartiers populaires.

[Rachid Laïreche](#)



IV) Les gendarmes ont déversé une quantité record de grenades sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes

[Moran Kerinec \(Reporterre\)](#)

11 000 grenades ont été lancées par les forces de l'ordre

3 000 grenades assourdissantes ont été utilisées

Grenades sur la ZAD

Parmi les blessés, on dénombre

- Plus de 272 manifestants
- Au moins 77 gendarmes

Effets à court terme :

- Larmoiement
- Sensation de brûlure
- Irritation de l'appareil respiratoire
- Éclats brûlants pénétrants les chairs

Effets à long terme :

- Sérieux dommages pulmonaires
- Détérioration des reins et du foie
- Syndrome de détresse respiratoire

En 10 jours, une pluie de 11.000 projectiles s'est abattue sur le bocage nantais de Notre-Dames-des-Landes. Quels sont-ils ? Quels risques présentent-ils ? Reporterre a cherché des réponses.

Depuis le début de l'évacuation de Notre-Dames-des-Landes, lundi 9 avril 2018, plus de 11.000 grenades ont déjà été tirées par les gendarmes mobiles. Selon les informations d'Europe 1, ce sont près de 8.000 grenades lacrymogènes et de plus de 3.000 grenades assourdissantes qui sont tombées sur la ZAD en un peu plus d'une semaine. Propulsées à l'aide de lanceurs Cougar et Chouca, ces munitions peuvent parcourir jusqu'à 50 à 200 mètres avant d'atterrir. Dans certaines situations, les lacrymogènes ont bouché la vue des gendarmes mobiles, qui se sont retrouvés à tirer en aveugle à travers leurs propres gaz.

Dans le camp des zadistes, on recense plus de 272 blessés atteints par cette pluie de projectiles, même si l'équipe médicale de la ZAD préfère rester vague sur le chiffre exact et les spécificités des blessures pour éviter que les opposants ne soient interpellés à l'hôpital, comme ce fut le cas en 2012. Du côté des forces de l'ordre, au moins 77 gendarmes ont eux aussi été blessés, dont 4 par l'une de leurs propres grenades au deuxième jour des expulsions.

Une journaliste de Reporterre, Marie Astier, et deux de Libération ont eux aussi été touchés au cours de leurs reportages. Les blessures recensées vont de l'irritation des voies respiratoires par les gaz lacrymogènes aux hématomes en passant aux petits éclats brûlants de grenades pénétrant les chairs jusqu'à celle, plus grave, d'un morceau de grenade de deux centimètres responsable d'une infection.

[Illustration : Tweet avec photo montrant les petits éclats de grenades qui pénètrent dans la peau.]

Street Zad Actionmédic
@ZadStreet

Voici les éclats qui criblent celles ou ceux qui se trouvent dans le champ d'une grenade comme on nous balance à #zad #nddl par salves à chaque charges et notamment en tir tendu ce qui est interdit ! C'est petits éclats brûlants pénètre profondément et sont difficile à extraire.

11:25 - 12 avr. 2018

223 669 personnes parlent à ce sujet

Nombre de ces projectiles ont dépassé leur date de péremption

La semaine dernière, les petites mains de Notre-Dames-des-Landes ont récupéré des restes de grenades lancées par les gendarmes pour témoigner du pilonnage subi. Les projectiles sont rassemblés en tas, et chaque tas est recouvert

d'une bâche sur laquelle est inscrite les spécificités des engins recueillis. On y retrouve des bombes de désencerclement, des bombes assourdissantes, des cartouches de gaz lacrymogène, des cartouches de fumigènes... Ces produits sont fabriqués par les entreprises françaises Nobel Sport et SAE Alsetex.

Depuis le début de l'opération d'expulsion de Notre-Dames-des-Landes, plus de

11 000 grenades ont été lancées par les forces de l'ordre

Parmi ces projectiles, environ

- 8 000 grenades lacrymogènes
- 3 000 grenades assourdissantes ont été utilisées

Grenades sur la ZAD

Parmi les blessés, on dénombre

- Plus de 272 manifestants
- Au moins 77 gendarmes

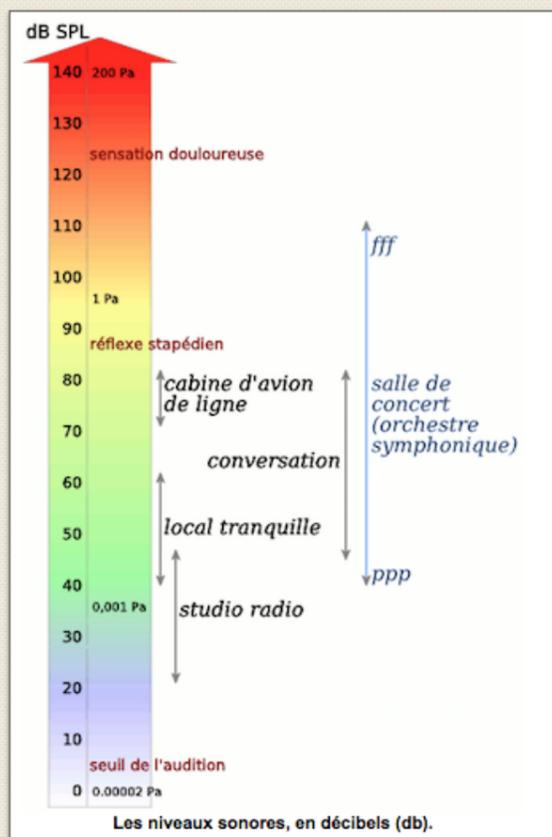
Effets à court terme :

- Larmoiement
- Sensation de brûlure
- Irritation de l'appareil respiratoire
- Éclats brûlants pénétrants les chairs

Effets à long terme :

- Sérieux dommages pulmonaires
- Détérioration des reins et du foie
- Syndrome de détresse respiratoire

Selon le collectif Désarmons-les !, ce sont justement les modèles de grenades à « effets combinés » GLI F4 de SAE Alsetec qui ont été massivement utilisés lors des évacuations. Des projectiles qui émettent par « détonation un effet sonore et de choc très intense en libérant instantanément du CS [gaz lacrymogène] pulvérulent », vante son concepteur, qui met en avant les « effets psychologiques engendrés par l'effet sonore (165 db mesurés à 5 mètres et 160 db mesurés à 10 m) » ainsi que « l'onde de choc » produite pour « déstabiliser les manifestants dans des situations particulièrement difficiles ». Une grenade dont « l'usage était déjà remis en question dans un rapport commun de l'inspection de la gendarmerie et de la police à la suite de la mort de Rémi Fraisse en 2014, rappelle Désarmons-les !. Contestées pour les blessures graves qu'elles occasionnent, les GLI F4 sont censées être remplacées peu à peu par les GM2L [un modèle plus récent]. »



cette arme, c'est inédit. »

Une stratégie d'autant plus alarmante que nombre de ces projectiles ont dépassé leur date de péremption. « En examinant les restes des grenades, on a trouvé un lot entier de grenades qui a été fabriqué en 2005, et qui était donc périmé depuis 2015, poursuit Gaspard Glanz. Le problème, c'est que certaines munitions tombent sans exploser. C'est extrêmement dangereux si quelqu'un la ramasse et qu'elle lui saute dans les mains. » Et même si les projectiles fonctionnent correctement, ils n'en restent pas moins dangereux : « Nous avons récupéré des morceaux de plastique et de métal tout autour de chaque impact sur le sol. Quand elle explose, la coque supérieure de la grenade éclate complètement et se répand dans un périmètre de 5 à 10 mètres. Les tirs comme ceux-là, on a vu ce que ça a fait à Sivens. C'est un miracle qu'il n'y ait pas un mort sur les 3.000 assourdissantes lancées. »

« Il n'est pas interdit de porter des masques à gaz en manifestation »

Mais, les effets à long terme des gaz CS contenus dans les grenades utilisées à Notre-Dame-des-Landes restent eux aussi un vecteur d'inquiétude. Bien que décrite comme une arme non létale, des études ont élevé de sérieux doutes sur la classification du mélange produit : les gaz CS peuvent en effet causer de sérieux dommages pulmonaires et abîmer le cœur, les reins et le foie des personnes qui en font les frais. Si une exposition unique provoque des larmoiements, une irritation de l'appareil respiratoire et une sensation de brûlure sur la peau, une exposition chronique mène, elle, à des vomissements, des nausées, des maux de crâne et des insomnies qui peuvent durer plusieurs semaines. « Dans le cas de Notre-Dame-des-Landes, les gens qui restent sur place sont inondés de ces produits, qui se collent à la peau, à leurs vêtements. Il y a un effet de saturation, on commence à voir des cas de plus en plus inquiétants », évoque un membre de la ZAD.



Point positif, le collectif Désarmons-les ! tient à souligner que les forces de l'ordre n'ont pas eu recours à des grenades « incapacitantes », comme certaines personnes l'ont écrit sur les réseaux sociaux. Pas plus qu'aux grenades contenant du gaz CN et de l'adamsite, un gaz chimique utilisé autrefois comme arme chimique et anti émeute, qui ne sont plus utilisées aujourd'hui.

En cas d'exposition aux gaz lacrymogènes, « le premier réflexe est de rester calme, conseille Gaspard Glanz, il faut retenir sa respiration, attendre que le gaz se dissipe et s'écarte de la zone quelques minutes. Si quelqu'un panique, il va respirer à pleins poumons et empirer la situation. » Il est également recommandé en cas de contamination de ne pas se frotter les yeux, au risque d'aggraver la situation, mais de les rincer à l'aide d'un sérum physiologique. Les vêtements

Pour écouler ses stocks, la gendarmerie semble avoir misé sur une utilisation massive des grenades F4, comme en témoigne Gaspard Glanz, journaliste habitué des mouvements sociaux et des lacrymogènes : « En dix ans, j'ai dû voir une dizaine de F4 exploser par événement. Durant la semaine du 9 avril, à Notre-Dames-des-Landes, il y avait des jets de plusieurs centaines tous les jours ! Une utilisation aussi gargantuesque de

touchés doivent eux être manipulés avec attention, en raison des résidus de gaz toujours présents à leur surface. Et quitte à être présent dans une zone où les grenades risquent de voler, le journaliste rappelle « *qu'il n'est pas interdit de porter des masques à gaz en manifestation* ».

Mais en pleine période de nidification, pas sûre que les oiseaux du bocage nantais aient prévu d'enfiler le leur, selon le journaliste : « *La zone locale aussi a dû en pâtir avec le nombre de munitions lancées. C'est quelque chose qu'il faudra surveiller de près.* »



mai 1871 (1).

« Née dans la fête, noyée dans le sang, la Commune de Paris a surgi telle une fleur du cerisier de Jean-Baptiste Clément, à la fin d'un hiver effroyable rendu difficilement supportable par les rigueurs d'un siège, mais elle reste, par sa fulgurance, une page extraordinaire de l'histoire de France », nous dit l'auteur dans son avant propos.

Alors que les manifestations du 1er mai vont mettre dans la rue des centaines de milliers de travailleurs et de retraités mécontents de la politique du président des très riches et de son gouvernement, un livre vient de sortir et nous informe de manière détaillée sur la Commune de Paris. A la lecture des documents d'époque publiés dans cet ouvrage, on est frappé par le niveau élevé des revendications, mais aussi par la pertinence des arguments mis en avant pour les défendre, sans oublier la beauté des textes avec une qualité d'écriture qui impressionne le lecteur près d'un siècle-et-demi plus tard. Les journaux des communards étaient vendus à la criée. Parmi eux, figurait *le Cri du Peuple*, dans lequel Jean-Baptiste Clément écrivait en ce dixième jour de la Commune pour évoquer la fuite de d'Adolphe Thiers à Versailles :

« *C'est le plus grand jour de la République (...) Ce matin, c'est l'heure de la fraternité, c'est l'apothéose de la grande République(...) Il n'y aura parmi nous ni vainqueurs ni vaincus, il n'y aura plus qu'un grand peuple confondu dans un même sentiment :celui d'une régénération* ».

Le lendemain, Charles Beslay, élu du cinquième arrondissement et doyen des « Communeux », lui-même âgé de 76 ans, déclarait dans un discours consacré à la relance de l'économie dans la capitale :

« *la commune que nous fondons sera la commune modèle. Qui dit travail dit ordre, économie, honnêteté, contrôle sévère et ce n'est pas dans la Commune républicaine que Paris trouvera des fraudes de 400 millions!*».

« **Ce que tentent nos héroïques camarades de Paris** »

Evoquant les premiers pas de la Commune le 12 avril 1971, Karl Marx écrivait à son ami Kigelmann :

« *La révolution en France doit avant tout tenter non pas de faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains- ce qui s'est produit toujours jusqu'à maintenant- mais la briser. Là est précisément la condition préalable de toute révolution vraiment populaire sur le continent. C'est aussi ce que tentent nos héroïques camarades à Paris*».

Mais les versaillais préparent l'offensive militaire ce qui conduit Pierre Denis à lancer cette mise en garde dans *le Cri du Peuple* dès le 23 avril :

« *Le véritable danger n'est pas dans l'implacable ressentiment du gouvernement et de l'assemblée, ni dans l'armement qui se produit à Versailles. Le danger est ici, dans le Conseil communal, s'il ne sait pas, prendre les mesures de défense rapides, sûres, à la fois intelligentes, sages et fermes; il est surtout dans les illusions que pourrait faire naître une fausse conciliation...* ».

Au fil des pages de ce livre on voit en effet monter la puissance militaire des Versaillais qui ont réussi à conserver des sites stratégiques comme le Mont Valérien sur les hauteurs de Suresnes, d'où il est possible de tirer au canon sur Paris. Progressivement, les troupes de Thiers investissent la banlieue ouest de Paris et les obus font de plus en plus de dégâts dans la capitale où des enfants d'une dizaine d'années vont, au risque de leur vie, récupérer des éclats d'obus dans les rues afin de récupérer quelques sous en les vendant à des marchands de ferraille.

A chaque fois qu'ils prennent de nouvelles positions, les Versaillais achèvent les blessés et même les infirmières présentes pour les soigner comme en témoigne le commandant Noro dans un courrier au communard Charles Delescluze. Après la victoire des Versaillais, les massacres vont se poursuivre avec notamment 400 personnes fusillées à la prison de Mazas et 1907 exécutions à la Roquette en une seule journée.

Donner une place centrale à l'éducation de tous les enfants

La chute de la Commune de Paris fut donc particulièrement douloureuse. Toutefois, ce que l'on retient avant tout du livre de Jean A. c'est la qualité du projet politique des communards. Ils se battaient pour une société de justice et d'égalité, y compris entre les hommes et les femmes. Ils voulaient la bâtir dans le pays tout entier comme le montre un texte adressé aux paysans. Ils considéraient qu'il fallait pour cela donner une place centrale à l'éducation de tous les enfants.

Alors que l'actuel président de la République et son gouvernement n'ont que la précarité du plus grand nombre à nous proposer comme projet afin de donner toujours plus aux «les premiers de cordées » tels que les voit Emmanuel Macron, étudier à travers ce livre ce que furent les objectifs de la Commune nous conduit aussi à penser les changements à promouvoir dans le pays pour en finir avec ce capitalisme prédateur en ce XXIème siècle qui, de surcroît accélère le réchauffement climatique.

(1) *Les 72 immortelles, la fraternité sans rivages, une éphéméride des grand rêve fracassé des Communeux*, de Jean A. Chérasse, dessins d'Eloi Valat ; les éditions du Croquant, 560 pages, 24€

Gérard Le Puill Journaliste et auteur



**A Suivre...
La Presse en Revue**

V) La Commune du Paris et les premiers de cordée de la révolution sociale

Gérard Le Puill Humanite.fr



Étudier à travers le livre de Jean A. Chérasse que furent les objectifs de la Commune nous conduit aussi à penser les changements à promouvoir dans le pays pour en finir avec ce capitalisme prédateur en ce XXIème siècle. Photo : AFP

En cette année 2018 qui nous fait commémorer le bicentenaire de la naissance de Karl Marx et les cinquante ans de la grève générale de 1968 en France, Jean A. Chérasse, cinéaste documentariste et agrégé d'histoire, vient de sortir un livre de plus de 500 pages qui raconte, jour à après jour, ce que fut la Commune de Paris du 18 mars au 28